ELECTIONS LEGISLATIVES du 18 Novembre 1962

28 CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE

CANDIDATURE D'UNION DÉMOCRATIQUE

présentée par

Le Centre National des Indépendants (Antoine PINAY)
Le Centre Républicain (André MORICE, Bernard LAFAY)
Le Parti Libéral Européen (Jean-Paul DAVID)



Marcel RIBERA

avocat à la Cour

Conseiller Municipal de Paris Conseiller Général de la Seine

Président de la Commission des Finances du Conseil Général

Officier de Réserve

Membre du Comité Directeur de Ceux de la Libération

Légion d'Honneur Médaille Militaire Croix de Guerre 39-45 Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel : Robert ROLAND

Chef Comptable

Médaille Militaire - Croix de Guerre 14-18 et 39-40

Combattant volontaire de la Résistance

Chef de groupe de l'Armée volontaire

CITOYENNES ET CITOYENS,

Je me présente à vos suffrages comme un candidat d'union des démocrates, des républicains et des nationaux. Depuis près de dix ans, je suis votre Conseiller Municipal.

Je crois avoir sérieusement travaillé et accompli loyalement ma tâche.

Je vous avais promis la reconstruction de la Villette. Allez voir les chantiers. Elle est en cours et sera terminée dans les trois ans, apportant la prospérité à notre arrondissement qu'elle valorise en absorbant les commerces et les activités des Halles et en créant un instrument moderne pour le bien de tous.

Vous savez et vous voyez les efforts que nous avons faits pour construire des logements, faire disparaître les ilôts insalubres.

Voyez partout autour de vous à Tanger-Maroc, rue Fessard, rue de Meaux, demain sur l'îlôt 11, puis sur l'îlôt 7, rue Rébeval.

J'ai proposé, pour compléter cette œuvre encore très insuffisante, un plan d'aménagement du 19°, avec des écoles nouvelles, des terrains de sports, des logements, un nouveau marché Secrétan.

Ce programme viendra devant le Conseil Municipal à la fin de l'année ou au plus tard au mois de Mars.

Ceux qui me connaissent savent que j'ai poursuivi cette tâche avec acharnement et dans le souci de défendre et de protéger tous les intérêts légitimes. Nos amis commerçants et artisans savent également l'effort que je fais pour les défendre contre les abus fiscaux et connaissent ma position en faveur du libre commerce et de la libre entreprise.

Je conçois mon rôle de Conseiller Municipal comme celui du défenseur naturel de la population face aux pouvoirs publics, comme celui d'un animateur des réalisations de progrès nécessaires.

*

C'est le même esprit qui me conduira demain au Parlement mais je veux y être un député "à part entière", animé par le seul souci du bien public, libre de ses actes dont je n'aurai à rendre compte qu'à vous seuls.

Dans quelques années notre pays sera le plus jeune d'Europe. Il nous faut une démocratie nouvelle animée par des hommes décidés.

J'ai pu dans cet esprit réaliser une candidature d'union. Je l'aurais voulu, comme en Seine-et-Oise, plus large encore, des Socialistes aux Indépendants, face au péril communiste et à l'imposture U.N.R., pour assurer une République stable dans l'équilibre des pouvoirs.

La République, c'est d'abord le respect de la légalité.

En votant la constitution de 1958 qui a consacré la Ve République, nous avons condamné les erreurs de la IVe et les divisions des partis.

Nous avons voulu restaurer les principes démocratiques essentiels selon MONTESQUIEU, c'est-à-dire la séparation des pouvoirs :

un exécutif stable qui gouverne;

un législatif qui dit la loi;

une justice indépendante qui garantit le respect de la liberté de la personne hymaine, le seul rôle du chef de l'État étant d'arbitrer et de veiller au respect des institutions.

Dans le respect de ces principes et pour la stabilité gouvernementale nécessaire nous sommes partisans d'un gouvernement de législature qui durera autant que l'Assemblée élue. Cette volonté aura pour conséquence de regrouper les partis en de grandes formations et d'imposer un accord sur un programme de gouvernement. Ma candidature d'union en est une première expression.

Hors de ces principes il n'est que la dictature d'un homme ou d'un parti et la perte de nos libertés.

Un régime qui ne veut vivre qu'à travers un homme, si grand soit-il, ou un parti unique ou officiel se condamne lui-même plus ou moins rapidement à la servitude.

Que voyons-nous depuis trois ans?

Un Parlement dépossédé et une majorité de députés sortants inefficaces, car inconditionnels.

La confusion des pouvoirs et le judiciaire asservi.

La Radio et la Télévision abusivement utilisés par le Gouvernement.

On nous avait promis la grandeur française, l'Algérie en paix dans la Réconciliation. On nous a donné le spectacle d'un brutal abandon des nôtres. On tue toujours en Algérie et Ben Bella, communiste ami de Castro, a été porté au pouvoir.

On nous avait promis l'amélioration sociale et la prospérité.

Grâce à l'expérience PINAY le franc a été assaini, l'expansion relancée. On s'est empressé de le congédier et depuis chaque jour augmente le prix de la vie sans qu'aucune réforme profonde n'ait été opérée dans la surcharge administrative française. Nous ne voyons que proliférer les dépenses de "prestige" somptuaires, des fonds secrets dilapidés par dizaines de milliards au budget national, la folie de la force de frappe atomique... périmée avant d'être réalisée.

Rien de sérieux par contre n'est fait pour nos vieux et nos économiquement faibles, et il est inadmissible de voir accorder des aides importantes à des pays étrangers alors que ne sont pas satisfaits les besoins élémentaires des plus malheureux de chez nous, que leur retraite est dérisoire de même que celle sacrée des Anciens Combattants.

Enfin, alors que face aux deux grands de l'Est et d'Amérique, la seule chance de la France, grâce aux qualités de son peuple, est d'être le noyau des futurs États-unis d'Europe, on nous propose un nationalisme périmé dans la sclérose des États.

Aujourd'hui c'est à vous de choisir votre destin.

Je ne vous rappellerai qu'une phrase d'un honnête et grand républicain, le Président du Sénat, Gaston MONNERVILLE :

"A tous ceux qui ont foi en la République, à tous ceux qui croient en la démocratie comme le seul régime garantissant la personne humaine, sa dignité, ses droits et encore une fois ses libertés, je dis "Dressez-vous pour sa défense et pour sa sauvegarde".

Vous avez dit OUI en 1958 à la Ve République.

Dites OUI aujourd'hui aux hommes qui veulent la défendre, la maintenir et promouvoir le progrès social dans la stabilité monétaire et l'expansion.

Votez pour l'Union.

Votez Marcel RIBERA

Vu le candidat.